

Pour davantage de concurrence et de responsabilité dans l'enseignement

Les milieux économiques ont salué la décision du Conseil fédéral de relever les crédits destinés à la formation, à la recherche et à l'innovation de 6% par an pour la période 2008–2011. Avec un volume budgétaire de 21,2 milliards de francs (+ 3,3 milliards par rapport à 2004–07), il devrait être possible, en ciblant les exigences, de couvrir les besoins de la recherche fondamentale et appliquée des hautes écoles et de la formation professionnelle. L'aspect qualitatif du message relatif à la FRI est ainsi clairement démontré. Celui-ci devrait indiquer la direction à suivre dans un environnement où la formation et la science s'internationalisent. Il reste, cependant, des décisions à prendre aux plans stratégique et de la programmation.

La recherche est le principal domaine où la Confédération assume un rôle subsidiaire

Pour parvenir à l'excellence, les écoles ont besoin d'un environnement concurrentiel. Cela présuppose des institutions autonomes et responsables, prenant leurs propres décisions en matière d'objectifs et d'organisation. Après l'acceptation, en 2006, de l'article révisé sur la formation, il faudrait préciser que le rôle de la Confédération est celui d'un bailleur de fonds subsidiaire. Il se borne donc à définir les conditions-cadres essentielles, qui comprennent la réglementation de la coopération avec les cantons en matière de qualité et de perméabilité, la définition d'un financement des hautes écoles harmonisé et l'énoncé des mesures subsidiaires que peut prendre la Confédération en cas de défaillance au niveau de la coordination entre les diverses entités. Tout le reste dépend de la concurrence et du système scolaire.

La Confédération doit assurer un financement de base, suffisant et conforme à la loi, pour les domaines qu'elle pilote (formation professionnelle, hautes écoles spécialisées/HES) ou qu'elle contribue à gérer (hautes écoles universitaires). Cette règle s'applique également aux activités de recherche principalement assumées par la Confédération. Au vu des expériences négatives faites avec les programmes d'économies, il faut trouver des solutions (par exemple des budgets pluriannuels contraignants) qui épargnent à la formation et à la recherche l'arbitraire des fluctuations budgétaires annuelles.

Un système de HES orienté vers la concurrence nécessite un financement qui réponde à la demande. Avec l'introduction du modèle de Bologne, il faut clarifier la question du rôle des taxes d'études, d'autant plus que la proportion d'étrangers aux niveaux master et doctorat est considérable. Ce n'est plus seulement un moyen pour les hautes écoles d'accroître leurs recettes, mais aussi un élément à prendre en compte dans la concurrence internationale que se livreront les hautes écoles.

Se positionner dans le paysage international des hautes écoles

La force de l'innovation d'une économie repose surtout sur la qualité de ses hautes éco-

les. Sur la soixantaine qu'abrite la Suisse, toutes n'ont pas le potentiel pour jouer en ligue mondiale. La Suisse a besoin de hautes écoles au rayonnement international, européen et régional. Le financement de la Confédération doit être suffisamment flexible pour permettre une telle différenciation. L'initiative d'excellence qu'a prise le gouvernement allemand est à cet égard un exemple remarquable qui incite à la réflexion. Pour résumer, les hautes écoles doivent se positionner entre enseignement et recherche. Il faut donc que le mandat légal qui régit actuellement leurs prestations, soit exercé avec plus de souplesse suivant le type d'établissements.

L'organisation du nouveau paysage des hautes écoles doit être claire et simple. Il faut bien différencier le pilotage d'un établissement pris isolément de celui de l'ensemble du système. Ce dernier doit se limiter au développement de conditions-cadres qui permettent aux hautes écoles de réussir en se prévalant de compétences clairement réglementées. Il n'est pas nécessaire que d'autres institutions s'occupent de piloter les activités de recherche et d'innovation.

Intensifier les échanges entre hautes écoles et économie

La philosophie et les règles du jeu du Fonds national et de la CTI – les principaux promoteurs de la recherche dans notre pays – ont fait leurs preuves. En revanche, la question de l'interaction entre les Pôles nationaux de recherche et les réseaux de compétences des HES doit être mieux réglementée. Il n'est plus possible de justifier des programmes nationaux de recherche à caractère politique. Il faut renforcer le transfert de savoir et de technologie entre hautes écoles et économie, ce qui permettrait, avant tout, aux PME de participer davantage aux innovations fondées sur la coopération et les réseaux. Enfin, il faut dégager des moyens pour lancer de nouveaux programmes porteurs d'avenir comme la biologie systémique.



Rudolf Walser
Chef économiste,
Economiesuisse, Zurich